

Pour diffusion immédiate

COMMUNIQUÉ

Le RESO perd le mandat confié par Développement Économique Canada après 30 ans de collaboration fructueuse

Montréal, le 1^{er} avril 2016 – Partenaire depuis près de 30 ans de l'Agence Développement économique Canada (DEC) pour les régions du Québec, le Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO) se retrouve dans l'obligation de réorienter son action en matière de développement économique communautaire, ayant appris mardi le 29 mars dernier que son mandat n'est pas renouvelé sans qu'une période permettant de faire le bilan de l'expérience du RESO ni aucune période de transition ne soient prévues.

En dépit des nombreux appuis reçus notamment par des acteurs sociaux et économiques locaux et régionaux, des partenaires universitaires et d'élus municipaux et même fédéraux en faveur de la proposition de renouvellement déposée à DEC par le Réseau des corporations de développement économique communautaire (CDEC) du Québec, l'Agence a décidé de mettre fin à sa contribution financière dès le 31 mars sur l'île de Montréal alors que l'entente avec les CDEC en région a été reconduite pour trois ans. Pour les trois CDEC de Montréal, dont le RESO, qui tenaient jusqu'ici le flambeau d'une approche intégrée et cohésive axée sur le développement durable, c'est donc plusieurs professionnels compétents et reconnus pour leur capacité de mobiliser les forces vives des quartiers urbains défavorisés autour de diverses stratégies de revitalisation économique et sociale et de projets structurants qui perdent leur emploi.

« C'est une longue et fructueuse expérience de développement territorial économique et communautaire inclusif et concerté, assoyant autour d'une même table des représentants des institutions publiques, des entreprises à capital privé, des entreprises d'économie sociale, des syndicats et des groupes communautaires que l'on s'apprête à démanteler » déplore Pierre Gauthier, président du RESO. « Je crois que l'approche développée et portée par le RESO et les CDEC fut, au fil des ans, un formidable incubateur d'innovation économique et sociale », ajoute-t-il.

De son côté, le directeur général du RESO, Guy Biron, rappelle que la mise sur pied des CDEC visait à permettre aux acteurs de la société civile d'influencer les politiques publiques en matière de

développement économique et de développement des communautés locales. Il espère donc qu'un sérieux bilan de l'expérience des CDEC impliquant tous les acteurs socio-économiques soit fait, pour que les nombreux acquis du développement économique communautaire puissent encore être utiles. Il ajoute que le RESO continuera à œuvrer dans le Sud-Ouest à partir de son Carrefour Jeunesse-Emploi et son offre de services en employabilité. Il continuera également à s'impliquer dans la concertation locale sur tous les enjeux liés à l'emploi et à l'embauche locale.

À propos des CDEC du Québec

Créées à partir du milieu des années 1980 par les acteurs du développement économique et social, les CDEC mettent de l'avant une approche globale de revitalisation des collectivités locales qui conjugue les dimensions économique, sociale, culturelle, environnementale et communautaire. Elles ont développé un « savoir-faire ensemble » basé sur la concertation qui mobilise des gens d'affaires, des institutions de la santé et de l'éducation, des syndicats, des organisations communautaires et culturelles, le monde municipal et des résidents.

À propos du RESO

Le RESO est un organisme de développement économique et social local créé il y a près de 30 ans à l'initiative des acteurs socioéconomiques du Sud-Ouest afin de soutenir la revitalisation et le développement de son territoire. Son conseil d'administration est élu et représentatif des principaux acteurs socioéconomiques du Sud-Ouest.

- 30 -

Source et information : Monsieur Guy Biron
Directeur général du RESO
514-931-5737, poste 246 ou 514-708-8587 (cell.)
gbiron2@gmail.com